

courant, sur le prix d'achat, mais que celle-ci il la doit bien ; qu'il l'a offerte avant l'action, qu'il réitère ses offres, qu'il consigne la dite somme afin d'en être déchargé et qu'il la dépose en cour, demandant à ce que jugement aille contre lui pour ce montant, et que l'action ne soit déboutée que pour le surplus. Le demandeur, alors, encore, croyant qu'il lui était dû plus qu'on ne lui offrait, soutient l'insuffisance de ces offres en répondant généralement à l'exception du défendeur ; les faits tels qu'ils viennent d'être exposés sont admis, et la cause est plaidée. La seule question soumise à la cour est de savoir si le jugement sera pour quarante-cinq livres, seize chelins et seize sols courant, ou bien pour deux cents douze livres, dix chelins courant ; si les lods sont dûs sur le prix d'achat seulement, ou sur les charges en sus, et aussi qui du demandeur ou du défendeur payera les frais de l'action. C'est sous cette forme que la question a été posée aux juges de la cour inférieure, et c'est pour cette raison que les parties peuvent difficilement s'expliquer pourquoi le jugement se faisait tant attendre, et surtout pourquoi la cour avait jugé à propos d'ordonner une nouvelle audition, après un délibéré de deux ans. Lors de cette audition, le demandeur croyant faciliter et accélérer, la décision de la cause, déclarera qu'il restreignait sa demande à la somme offerte, et qu'il se désistait de ses conclusions, pour ce qu'il avait réclamé en sus. Cette déclaration faite par écrit est en date du vingt-neuf juillet mil huit cent quarante-six jour où la cause a été plaidée pour la dernière fois, et fait partie du records.

Le demandeur n'admet pas qu'avant cette acceptation positive de ses offres, le défendeur aurait pu les révoquer ; et retirer des mains du consignataire, l'argent qu'il y avait déposé pour le demandeur ; s'il était nécessaire d'établir qu'il n'avait pas ce droit, la procédure et divers papiers qui en font partie, serviraient à cette fin ; mais il suffit pour notre thèse, qu'il soit constaté qu'avant cette acceptation, il n'y avait eu de la part du défendeur aucune révocation soit